

Opération ville morte à Srinagar : le Cachemire retient son souffle

mardi 7 août 2018, par [DELACROIX Guillaume](#) (Date de rédaction antérieure : 6 août 2018).

Commerces, bureaux et transports sont paralysés par les indépendantistes de l'État à majorité musulmane de l'Inde du nord. En ligne de mire : les privilèges que la Constitution confère à la région en matière de résidence et que certains veulent remettre en cause.



À Srinagar le 6 août, au deuxième jour de l'opération ville morte. PHOTO Tauseef MUSTAFA / AFP

Opération ville morte à Srinagar. Depuis deux jours, la capitale de l'État indien du Jammu-et-Cachemire paraît comme abandonnée par ses habitants. *“Les routes et les marchés étaient déserts, les entreprises et les commerces fermés, et les transports publics paralysés en raison du déploiement massif des forces de sécurité”*, rapportait [The Hindustan Times](#) le 5 août. L'opération a été menée à l'initiative des séparatistes cachemiris, qui accusent les nationalistes hindous au pouvoir à New Delhi de *“chercher à modifier la démographie”* de cette région, la seule à majorité musulmane dans toute l'Inde.

Lundi 6 août, la Cour suprême devait entendre les opposants à l'article 35A de la Constitution indienne, un texte qui accorde depuis 1954 à l'assemblée législative du Jammu-et-Cachemire le droit exclusif de définir *“qui peut être résident permanent”* et *“qui peut être propriétaire foncier”* dans la région, rappelle [The Indian Express](#). Les plaignants, partisans d'une intégration absolue à l'Inde, estiment que l'article 35A va *“à l'encontre des droits fondamentaux”* qui prévalent dans le sous-continent, tels que *“l'égalité, la non-discrimination et la liberté”*.

La situation de ces dernières heures étant *“sans précédent”* sur le terrain, les magistrats ont finalement décidé d'*“ajourner leur audience”* et de donner rendez-vous aux pétitionnaires à la fin du mois d'août, le temps que la tension retombe. Il faut dire que l'examen de l'article 35A *“intervient à un moment crucial de l'agenda politique local”*, souligne le site d'information [Scroll.in](#). Le 19 juin, le parti nationaliste hindou du Premier ministre Narendra Modi, le BJP, a quitté la coalition au pouvoir au Jammu-et-Cachemire, *“provoquant la chute du gouvernement régional”* et le placement de la province sous la tutelle de New Delhi.

“Peu de gens ont pleuré la disparition de cet exécutif, qui était considéré comme un traître à la cause cachemirienne”, estime [Scroll.in](#). L'amertume était du reste palpable depuis longtemps déjà : à l'été 2016, la région avait été secouée par de violentes manifestations, après que l'armée indienne avait abattu Burhan Wani, l'une des grandes figures de la mouvance indépendantiste. *“Pendant des*

décennies, la vallée du Cachemire a connu des cycles de colère et de réconciliation précaire, conclut Scroll.in, il est à craindre que les prochaines élections locales entraînent encore davantage de troubles et de morts”.

Guillaume Delacroix

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/operation-ville-morte-srinagar-le-cachemire-retient-son-souffle>